



REVUE DE PRESSE UE-HAÏTI

DU 21 février au 24 avril 2013

CLICKEZ sur les liens pour accéder aux articles en version intégrale

Haïti-Investissement : Haïti, au lancement officiel du Fonds d'Investissement de la Caraïbe

25/03/13: Haïti a participé les 21 et 22 mars à la Barbade au lancement officiel du Fonds d'Investissement de la Caraïbe (*Caribbean Investment Facility, CIF*), en présence de Mme Jolita Butkeviciene, Directrice pour l'Amérique Latine et les Caraïbes pour l'Union Européenne (UE), a annoncé le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) dans une note de presse.

Le CIF est un instrument financier visant, non seulement à renforcer les relations entre l'UE et les membres du CARIFORUM, mais également promouvoir les investissements et développer les infrastructures et le secteur privé de la région dans les domaines du transport, eau et assainissement, énergie, prévention de désastres, et des TIC. La ministre de l'Economie et des Finances, Marie Carmelle Jean-Marie, qui a dirigé la délégation haïtienne à laquelle l'Ordonnateur National, M. Jean Edner Nelson a fait partie, a souligné le renforcement de la prise en charge, au niveau national, du système d'entreprise considéré nécessaire pour stimuler et encourager les activités d'investissements privés.

« Dans le cadre de la réforme du système financier, l'État a pris des mesures de modernisation des banques, des assurances et d'autres formes de services financiers, et de réforme du droit financier. Il a mis en place de nouveaux instruments mieux adaptés aux besoins des entreprises », a-t-elle fait remarquer. Elle a rassuré ses interlocuteurs à l'adaptation du système financier aux réalités non homogènes des entreprises, qui constitue l'une des problématiques les plus sensibles dans la reconstruction de l'économie nationale.

<http://222.hpnhaiti.com/site/index.php/economie/9058-haiti-investissement-haiti-au-lancement-officiel-du-fonds-dinvestissement-de-la-caraibe>

Haïti - Économie : Lancement officiel du Fonds d'Investissement de la Caraïbe

23/03/13: Haïti, participe les 21 et 22 mars 2013, à la Barbade, au lancement officiel du Fonds d'Investissement de la Caraïbe [« Caribbean Investment Facility » (CIF)], en présence de Mme Jolita Butkeviciene, Directrice pour l'Amérique Latine et les Caraïbes

SOURCES:

Vision 2000- Signal FM-HPN- HAITI LIBRE- Agence presse Media Caraïbes

pour l'Union Européenne (UE).

Le CIF est un instrument financier visant, non seulement à renforcer les relations entre l'UE et les membres du CARIFORUM, mais également promouvoir les investissements et développer les infrastructures et le secteur privé de la région dans les domaines du transport, eau et assainissement, énergie, prévention de aléas naturels, et des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

Mme Marie Carmelle Jean-Marie, la ministre de l'Économie et des Finances, qui dirige la délégation haïtienne, dont fait également partie l'Ordonnateur National, M. Jean Edner Nelson, a souligné le renforcement de la prise en charge, au niveau national, du système d'entreprise, considéré nécessaire pour stimuler et encourager les activités d'investissements privés « Dans le cadre de la réforme du système financier, l'État a pris des mesures de modernisation des banques, des assurances et d'autres formes de services financiers, et de réforme du droit financier. Il a mis en place de nouveaux instruments mieux adaptés aux besoins des entreprises », a-t-elle fait remarquer, rassurant ses interlocuteurs, quant à l'adaptation du système financier aux réalités non homogènes des entreprises, qui constitue l'une des problématiques les plus sensibles dans la reconstruction de l'économie nationale.

<http://www.haitilibre.com/article-8173-haiti-economie-lancement-officiel-du-fonds-d-investissement-de-la-caraibe.html>

Participation haïtienne au lancement du Fonds d'investissement de la Caraïbe

22/03/13: Le ministère de l'Économie et des Finances a annoncé, vendredi, la participation d'Haïti, les 21 et 22 mars 2013, à la Barbade, au lancement officiel du Fonds d'Investissement de la Caraïbe (Caribbean Investment Facility, CIF), en présence de Mme Jolita Butkeviciene, Directrice pour l'Amérique Latine et les Caraïbes pour l'Union Européenne (UE).

Le Fonds d'investissement de la Caraïbe est un instrument financier visant, non seulement à renforcer les relations entre l'UE et les membres du CARIFORUM, mais également à promouvoir les investissements et développer les infrastructures et le secteur privé de la région, dans les domaines du transport, eau et assainissement, énergie, prévention de désastres, et des TIC. La ministre de l'Économie et des Finances, Marie Carmelle Jean-Marie, qui dirige la délégation haïtienne, dont fait également partie l'Ordonnateur National, Jean Edner Nelson, a souligné le renforcement de la prise en charge, au niveau national, du système d'entreprise considéré nécessaire pour stimuler et encourager les activités d'investissements privés.

« Dans le cadre de la réforme du système financier, l'État a pris des mesures de modernisation des banques, des assurances et d'autres formes de services financiers, et de réforme du droit financier. Il a mis en place de nouveaux instruments mieux adaptés aux besoins des entreprises », a-t-elle fait remarquer, rassurant ses interlocuteurs quant à l'adaptation du système financier aux réalités non homogènes des entreprises, qui constitue l'une des problématiques les plus sensibles dans la reconstruction de l'économie nationale.

Le CIF est doté de ressources financières initiales équivalant à 40 millions d'euros. Il sera géré par la Commission de l'UE et exécuté en partenariat avec les organismes de développement régional, comme la BID, la CAF, etc. Le CIF privilégie les secteurs prioritaires : interconnectivité, énergie, transport, communications, désastre naturel, eau et assainissement, infrastructures sociales, et apportera son soutien aux 15 pays membres du CARIFORUM (ceux du CARICOM, plus la République Dominicaine).

<http://www.maximini.com/fr/news/haiti/economie/participation-haitienne-au-lancement-du-fonds-d-investissement-de-la-caraibe-21482.html>

Haïti - Santé : Lancement officiel du projet eau assainissement hygiène à Jacmel

16/03/13: Vendredi, au local du Collège Notre Dame du Perpétuel Secours, l'Organisation humanitaire Save the children, en partenariat avec le centre de recherche et de formation économique et sociale pour le développement (CRESFED) a procédé au lancement du projet eau assainissement hygiène à Jacmel.

Cette cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités, notamment l'ingénieur Frantz Pierre, Directeur de la Direction Nationale d'Eau Potable et Assainissement (DINEPA), Jean Michel Sabbat, Coordonnateur technique de la protection civile, Hoche Lariveau, Directeur adjoint de la Direction Départementale de l'éducation du Sud-Est et les directeurs et élèves des écoles bénéficiaires. Ce projet d'assainissement mis en œuvre par l'organisation Save the Children, de plus de 2 millions d'euros, financé par la Commission Européenne, s'inscrit dans le cadre de l'appui de l'Union Européenne (UE) et vise à l'atteinte entre autres, des objectifs du millénaire pour le développement dans le secteur de l'eau et de l'assainissement à travers la mise en place d'un programme d'assainissement urbain large et adaptable à d'autres régions du pays.

Ce projet d'une durée de trois ans, touchera d'environ 14 écoles publiques et privées, tant au niveau primaire et secondaire de la ville de Jacmel et également certaines familles de la communauté, soit près de 44,000 bénéficiaires, à travers différentes activités, de mise en place d'infrastructures sanitaires, de promotion d'hygiène et d'amélioration de la capacité locale dans le domaine de l'assainissement.

<http://www.haitilibre.com/article-8117-haiti-sante-lancement-officiel-du-projet-eau-assainissement-hygiene-a-jacmel.html>

Promodev-CTA : « Les impacts du changement climatique sur le développement rural »

8/03/13: Tel a été en effet l'un des thèmes majeurs débattus par des experts en agriculture, le mercredi 27 février 2013, dans le cadre d'un Briefing portant sur le développement en Haïti, mais surtout l'agriculture résiliente face aux crises et aux chocs dans le pays.

À l'initiative de la Promotion pour le développement (PROMODEV), avec le support du CTA en partenariat avec la Commission européenne, le Secrétariat ACP et Concord, des

cadres du ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et Développement rural (MARNDR), des cadres d'autres secteurs de la vie nationale, des représentants du milieu paysan et ceux d'organismes partenaires impliqués dans les interventions agricoles en Haïti, notamment l'Union européenne (UE), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA), s'étaient réunis à la salle des Musiciens au Parc historique de la Canne à sucre (Tabarre), afin de dresser un état des lieux du secteur agricole autour du thème : Une agriculture résiliente face aux crises et aux chocs : le cas d'Haïti.

Il s'agissait non seulement d'une question de partage d'expériences, mais aussi de dégager des pistes de réflexion sur les leçons apprises dans le cadre des actions entreprises et les solutions à apporter dans ce secteur qui, à chaque cataclysme naturel subi, se voit accroître l'insécurité alimentaire au sein de la population haïtienne.

Les agronomes Armel Cazeau, Joseph Félix, spécialiste en développement communautaire et Dr. Audalbert Bien-Aimé de la faculté d'Agronomie et de Médecine vétérinaire, ont constitué les panélistes de la quatrième partie d'interventions magistrales du Briefing qu'avait réuni plus d'une centaine de participants.

<http://www.hpnhaiti.com/site/index.php/societe/8904-promodev-cta-l-les-impacts-du-changement-climatique-sur-le-developpement-rural-r>

Haïti - Agriculture : Le Ministre Thomas Jacques en tournée dans le Sud

7/03/13: Mardi, Thomas Jacques, le Ministre de l'Agriculture à la tête d'une délégation composée de Vernet Joseph, Secrétaire d'État à la Relance Agricole, des Coordonnateurs des projets Hermann Augustin, Jean Serge Antoine, Fritznel Désir et d'autres cadres du Ministère, a effectué une tournée dans le Département du Sud. Serge Chéry, Délégué Départemental, la députée de la circonscription Camp-Perrin-Maniche, Oglie Pierre, les Agents Exécutifs Intérimaires des communes concernées, les CASECs, ASECs et Représentants d'Organisations Communautaires de Base (OCB), ont accompagné la délégation ministérielle.

Retenons les 4 temps fort de cette tournée :

- Le lancement des travaux de protection de la ville de Maniche, par le PMDN.
- Le lancement de la campagne de printemps, sur la ferme agricole de Levy, où plusieurs centaines d'agriculteurs ont pu recevoir du projet de Renforcement des Services Publiques Agricoles (RESEPA), des bons [Voucher], pour la campagne de printemps 2013.
- Le lancement du projet de Sécurité Alimentaire (SECAL) financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Union Européenne, avec l'Association des Volontaires pour le Service International (AVSI) comme prestataire de service.
- La tenue d'une rencontre au local de l'Organisation pour la Réhabilitation de l'Environnement (ORE) en présence des organisations partenaires du ministère telles que ORE, SECAL, AVSI, AFD...

<http://www.haitilibre.com/article-8036-haiti-agriculture-le-ministre-thomas-jacques-en-tournee-dans-le-sud.html>

Haïti-Rép.Dominicaine/Droits Humains : Le Rfjs fait son bilan

1/03/13: Le réseau frontalier Jeannot Succès (Rfjs) pour la promotion et la défense des droits Humains, tient une assemblée nationale à Port-au-Prince pour faire le bilan de ses activités durant les deux dernières années.

Cette assemblée, qui a débuté le 26 février dernier, prend fin ce 1^{er} mars 2013. Les membres du Rfjs profiteront de cette assemblée pour élire une nouvelle structure coordinatrice. Le Rfjs exécute actuellement un projet titré « vers une culture de droits humains et de coexistence pacifique à la frontière haïtiano-dominicaine », financé par l'Union européenne et Christian Aid.

Quatre autres institutions apportent leur inconditionnel support à l'organisation. Ce sont le Groupe d'appui aux rapatriés et réfugiés (Garr), Solidaridad Fronteriza, le Service jésuite aux réfugiés et migrants et Solidarite fwontalye.

Créé en juillet 2001, le Rfjs est une organisation sociale constituée d'environ une trentaine de comités de droits humains (Kdm) tout le long de la frontière haïtiano-dominicaine. Le Rfjs entend œuvrer pour défendre et promouvoir les droits humains à la frontière, tout en préconisant l'harmonisation des rapports entre les peuples haïtien et dominicain. [efd kft apr 01/03/2013 07:20]

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article14169>

Haïti - Politique : 7,8 millions d'euros pour un Programme d'appui à la Société Civile

25/02/13: Du 20 au 22 février, les représentants de la délégation de l'Union européenne en Haïti, M. Jean-Edner Nelson, l'Ordonnateur National du Fonds Européen de Développement (FED) et l'équipe de la cellule de Gestion du Programme, ont procédé, au lancement du « Programme d'Appui au Renforcement de la Société Civile en Haïti » (PARSCH) respectivement dans les départements du Centre, du Nord et du Nord-est.

Le PARSCH, s'inscrit dans le cadre des actions conduites par le Gouvernement en partenariat avec l'Union Européenne, afin d'instaurer un État de droit dans le pays et de développer un dialogue permanent avec les acteurs non étatiques et la Société civile en particulier.

Financé sur les ressources du 10^{ème} FED, à hauteur de 7.8 millions d'euro, le PARSCH sera exécuté en priorité dans ces trois départements et dans le département de l'Ouest, sous la supervision du Bureau de l'Ordonnateur national et des ministères de la Planification, des Affaires Sociales et du Travail en tant que Maître d'œuvre. Ce programme prendra fin en janvier 2015.

<http://www.haitilibre.com/article-7956-haiti-politique-7-8-millions-d-euros-pour-un-programme-d-appui-a-la-societe-civile.html>

Évaluation du renforcement de 5 communes du Nord-Ouest

Vendredi, l'Office de Management des Ressources Humaines (OMRH) a accueilli et facilité la rencontre de restitution d'une évaluation menée à la fin d'un programme de renforcement de 5 communes dans le Nord-Ouest, financé par l'Union Européenne. Ont participé à cette rencontre, des représentants du FAES, MICT, CIAT, MPCE, des organisations « Initiative Développement » et ADEMA et certains cadres techniques de l'OMRH.

<http://www.haitilibre.com/article-8002-haiti-actualite-quelques-nouvelles-ici-et-la.html>

[Haiti: La commission européenne octroie 1,6 millions de dollars à l'UNICEF pour réduire le choléra](#)

La Direction Générale de l'Aide Humanitaire et de la Protection Civile de la Commission Européenne, (ECHO) a accordé une enveloppe de 1,25 millions d'euros (1,6 millions de dollars) en faveur de l'UNICEF afin de réduire la prévalence des maladies diarrhéiques et du choléra à travers des opérations régulières de vidange des blocs sanitaires dans les camps de déplacés ainsi qu'au niveau des centres de traitement de choléra (CTC), a appris Haïti Press Network.

Grâce à ce soutien d'ECHO, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) sera en mesure d'atteindre 260.000 personnes qui vivent encore dans 300 camps de déplacés et de cibler 7 Centres de Traitement de Choléra dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. « Dans le contexte de l'épidémie de choléra, il est impératif d'assurer la continuité des services de base d'eau et d'assainissement afin d'éviter une aggravation de la situation sanitaire, notamment dans les camps d'hébergement. ECHO nous aide à atteindre cet objectif », a déclaré le Représentant d'UNICEF en Haïti, Edouard Beigbeder dans un communiqué.

Le coordinateur de la Santé pour l'Amérique Latine et les Caraïbes à ECHO, Fernando Fernández, a expliqué : « Le Service européen d'aide humanitaire a alloué plus de 32 millions d'euros pour répondre à l'épidémie de choléra dès son début. Aujourd'hui ECHO est l'un des derniers donateurs humanitaires présents en Haïti et notre engagement est toujours ferme pour continuer de soutenir la lutte contre cette maladie ».

En dépit d'une tendance globale à la baisse de l'épidémie de choléra, les fortes pluies à la fin de 2012 ont provoqué l'apparition de foyers épidémiques dans tout le pays,

particulièrement dans les départements du Nord, du Sud et des Nippes, et dans la zone urbaine de Port-au-Prince y compris dans certains camps.

La menace d'une détérioration de la situation sanitaire est toujours bien présente, étant donnée la situation toujours précaire dans les camps et dans les zones vulnérables. En outre, la situation de l'accès aux services de l'eau, d'assainissement et d'hygiène est plus que jamais fragilisée à cause du départ progressif de plusieurs ONG.

Pour cette raison, l'UNICEF et ses partenaires ont mis en place de nombreuses initiatives pour apporter des solutions durables en ce qui concerne l'amélioration de l'accès aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène.

<http://www.hpnhaiti.com/site/index.php/nouvelles/19-haiti--cholera/9265-haiti-la-commission-europeenne-octroie-16-millions-de-dollars-a-lunicef-pour-reduire-le-cholera>

Haïti - Économie : 8ème édition du salon «Femmes, Création et Production 2013»

20/04/2013: Le Ministère de la Culture a participé, cette semaine au lancement officiel de la 8ème édition du salon annuel de la production et de la créativité féminine « Femmes, Création et Production 2013 ». La Mode, la décoration intérieure, des bijoux artisanaux et accessoires, des produits utilitaires, autant de filières qui seront présentées aux visiteurs les 11 et 12 mai prochain à l'hôtel Karibe Convention Center.

Josette Darguste, la Ministre de la Culture, était représentée pour ce lancement par Mme Rose Mary Saliba, membre de son cabinet, qui s'est félicitée de cette initiative de la « Fondation, Voix Essentielles-Femme en Démocratie » qui promeut le leadership politique et l'entrepreneuriat et la créativité de la femme haïtienne.

En effet, a rappelé Mary Saliba, le Ministère a pour devoir d'encourager ou de venir en appui à des actions visant la production, la création de tout ce qui entre dans le large domaine de la Culture. Ce qui explique le support du Ministère à cette initiative à travers le programme d'Appui au Renforcement de la Culture et de l'Art pour le Développement Économique et Sociale (ARCADES).

Un pas vers le développement de Juanaria

23/04/13: L'Association des jeunes réunis pour le développement du Plateau central (AJRDPC) a lancé le vendredi 19 avril 2013 en grande pompe son projet de renforcement institutionnel au profit du Conseil d'administration de la section communale de Juanaria (CASEC).

Le projet d'appui, de renforcement institutionnel et d'assistance technique des autorités de la section communale de Juanaria (Hinche) est financé par l'Union européenne. Ledit projet a été lancé en présence des autorités locales de Juanaria et des sections communales avoisinantes, des représentants de la police de Hinche et de la Minustah, des autorités religieuses et des associations de jeunes de la zone. « Ce projet va nous permettre de mieux accomplir notre tâche », s'est réjoui le premier membre du CASEC de Juanaria, Jean-Claude Antoine, dans ses propos de circonstance. Il a par ailleurs précisé que ceux qui veulent diriger la section dans le futur ont une bonne opportunité pour se former. Le projet, mis en oeuvre par l'AJRDPC, d'après le secrétaire général de l'organisation, Juno Pierre, vise à renforcer la capacité fonctionnelle des autorités locales de Juanaria en vue de contribuer à une meilleure gestion et prise en charge de la population et l'amélioration de l'environnement de la section. « Fournir une assistance en formation aux CASEC, ASEC et leaders communautaires de la section ; construire et équiper un complexe administratif pour loger les bureaux des CASEC et ASEC ; réaliser un plan de développement de la section », sont les principales activités à réaliser dans le cadre dudit projet. Le plan du complexe administratif a été présenté au public au cours de la cérémonie. Les membres du CASEC de Juanaria, le maître d'ouvrage du projet, n'ont pas caché leur satisfaction à l'idée que leur section va être dotée d'un complexe flambant neuf au cours des deux prochaines années. Le CASEC, s'est réjoui Jean-Claude Antoine, y sera logé. Le représentant du ministère de la Planification dans le Plateau central, Jean Romain Clériné, a exprimé sa satisfaction après le lancement du projet. « Ce projet va aider au renforcement des collectivités territoriales en vue de la décentralisation », a-t-il avancé. Il a ajouté: « Nous remercions l'Union européenne pour son appui. Nous saluons aussi ce modèle de coopération public-privé ». Le projet d'appui, de renforcement institutionnel et d'assistance technique des autorités locales de la section de Juanaria (Hinche) s'étend sur une période de 26 mois. Son coût est de 368 000 euros.

Haïti, pays pilote des Champions politiques pour la résilience aux désastres

« Pour sortir Haïti de l'assistance continue et cyclique de l'aide humanitaire, il faut que les causes profondes de la fragilité du pays soient résolues. » C'est ce qu'ont compris les Champions politiques pour la résilience aux désastres, qui ont fait d'Haïti leur expérience pilote pour plaider en faveur d'une résilience aux désastres. En effet, une délégation de ce groupe composée de personnalités internationales de haut rang a bouclé une visite de deux jours dans le pays en appelant la communauté internationale et le gouvernement haïtien à unir leurs forces pour construire une Haïti plus résiliente aux catastrophes. Ce groupe souligne, par ailleurs, l'urgence qu'il y a, avec la saison cyclonique qui s'approche, d'intégrer la réduction des risques de désastres dans des initiatives mieux coordonnées et plus locales afin de se prémunir et de se relever des désastres. « Nous sommes ici pour manifester notre soutien à Haïti. Nous voulons une meilleure coordination de l'aide internationale, surtout à l'occasion des désastres », a indiqué l'administratrice du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Helen Clark, ancienne Première ministre de la Nouvelle-Zélande.

Beaucoup a été accompli ces dernières années et le gouvernement espère que l'initiative des Champions politiques permettra de catalyser les ressources et les énergies nécessaires vers un renforcement des capacités haïtiennes à prévenir et gérer les conséquences des catastrophes naturelles », a déclaré le Premier ministre Laurent Salvador Lamothe, dans un communiqué distribué aux journalistes. Après la visite de certains sites dimanche, le groupe de Champions politiques pour la résilience aux désastres a organisé lundi une table ronde avec le gouvernement, les bailleurs de fonds et la société civile. Ils ont plaidé pour que le gouvernement renforce la résilience dans la planification et les programmes et en fasse une question transversale dans le développement national. Ce groupe a, en outre, insisté sur la nécessité pour la communauté internationale, les bailleurs de fonds et les organismes sur le terrain, d'être plus efficaces dans la coordination et l'intégration de la résilience. Créé en 2012, le groupe des Champions politiques pour la résilience aux désastres est composé de représentants de haut rang des grandes institutions nationales et internationales dont la CARICOM, le PNUD, l'OCHA, le Royaume-Uni, l'USAID, la Banque mondiale et [la Commission européenne](#). Ce groupe vise à tirer parti de leurs forces politiques collectives pour attirer

l'attention et mobiliser les ressources pour la résilience aux désastres dans les pays à risques.

<http://www.lenouvelliste.com/article4.php?newsid=115942>